

Monsieur le Président de la République,

Vous me faites l'honneur de m'inviter à prendre la parole en introduction de cette réunion. Je le fais volontiers en qualité de présidente, depuis 2004, de l'association des maires et présidents d'intercommunalité de Meurthe-et-Moselle.

Notre association des maires est reconnue à l'échelle nationale par la qualité de ses travaux et l'étendue des services qu'elle apporte. Je le dis sans prétention pour souligner l'admirable travail de mes prédécesseurs, mais également l'investissement actuel de tous les élus de toutes sensibilités politiques qui œuvrent au sein de nos commissions et groupes de travail.

Depuis plus de 60 ans, notre association travaille pour faciliter la gestion quotidienne des élus meurthe-et-mosellans. Je vous cite 5 chiffres : une équipe de 18 personnes, 5000 dossiers juridiques traités en moyenne chaque année, 400 sites qui bénéficient de notre service informatique, 2000 élus par an dans nos sessions de formations et 24 guides pratiques rédigés en 2014 2015 pour accueillir les nouvelles équipes.

Pour l'anecdote, nous sommes à l'initiative du sticker j'aime ma commune repris nationalement ainsi que du dépliant pédagogique sur le rôle de la commune que j'ai eu le plaisir de vous remettre. Et, suivant le mot d'ordre de l'AMF, nous avons participé à la journée nationale d'action du samedi 19 septembre, en ouvrant nos mairies pour expliquer nos difficultés à nos concitoyens.

C'est de ces difficultés dont je voudrais, très simplement, vous parler. Elles sont actuellement, principalement, de deux ordres :

D'abord la baisse des dotations, trop rapide, trop forte, imposée aux communes. Nous sommes TOUS conscients de la nécessité de participer à l'effort de redressement des comptes publics et nous faisons des efforts, nous suivons au plus près les budgets de nos communes, obligatoirement présentés en équilibre je le rappelle.

Mais beaucoup de communes n'ont d'autre choix que de réduire leurs investissements, ce qui est catastrophique, dans la crise que nous traversons, pour les entreprises et artisans. Depuis le début de l'année 2015, notre seul département a perdu ainsi 500 emplois, 500 hommes et femmes au chômage, 500 familles en difficulté, financières et morales.

Ces investissements que nous ne pouvons plus réaliser, c'est l'avenir que nous hypothéquons ! Sans compter la difficulté de maintenir équipements et services publics pour le bien vivre de nos concitoyens.

Je ne parlerai pas de la réforme des rythmes scolaires, heureusement le fonds d'amorçage a été pérennisé mais à hauteur de 50 € par élève alors que la dépense réelle est plus proche des 200 € !

Tout ceci bien sûr dans un contexte normatif contraint, je suis membre du conseil national d'évaluation des normes (CNEN), je pensais naïvement que nous allions attaquer la montagne des 400.000 normes qui pèsent sur nos collectivités , nous ne faisons qu'en étudier de nouvelles !

Je n'évoquerai la mise en accessibilité de nos ERP et IOP que pour exprimer que nous n'y sommes favorables, mais en gardant du bon sens ! indépendamment du COMMENT financer les importants travaux dans nos mairies, écoles, salles communales, cimetières, stades, ...

L'autre sujet qui occupe ou plutôt qui préoccupe les élus, conseillers municipaux, conseillers communautaires, adjoints, maires, vice-président et présidents d'intercommunalités, c'est la réforme de la carte des intercommunalités, le schéma départemental d'intercommunalité. Nous avons eu de nombreuses réunions dans les territoires avec le préfet Bartolt qui vous a précédé, Monsieur le Préfet Mahé, mais là encore c'est trop vite, trop fort pour des économies qui ne sont nullement évidentes !

Si vous ajoutez la réorganisation de l'instruction des autorisations des sols, les PLUI, la révision des valeurs locatives, les problèmes de sécurité et de prévention de la délinquance, et je stoppe une énumération bien longue encore, beaucoup de mes collègues me disent leur « mal être », leurs nuits blanches, leurs soucis, car c'est l'avenir de nos territoires qui se joue et nous travaillons dans une urgence stressante.

Monsieur le Président , nos communes sont la singularité et la richesse de notre pays, les maires sont les premiers représentants de l'Etat sur les territoires, le premier échelon de la République, j'ose l'affirmer les remparts de la démocratie, car ils sont aussi la main tendue à tous ceux en difficultés, financières ou subissant des revers de santé, de famille, d'emploi. Les maires sont l'indispensable lien social.

C'est pourquoi Monsieur le Président, je vous demande de nous laisser les moyens de gérer nos territoires en desserrant le calendrier de la baisse des dotations et de nous faire confiance. Nous ne vous décevrons pas.

Je vous remercie de votre écoute.